

PCF : TARDIVES TENTATIVES DE SEDUCTION

REVIREMENTS

VOILA des formules bien différentes de celles employées, il y a peu encore, à l'égard de ces mêmes questions. L'écologie ? D'abord le PCF n'en parlait pas : «L'aménagement, l'environnement, la qualité de la vie» n'étaient que «une série de thèmes à la mode» (*Économie et Politique*, juillet-août 1976), les manifestations contre les centrales nucléaires, des «provocations»; si l'on en parlait, c'était pour dénoncer les «campagnes utopiques» des écologistes, qui ne sont pas «scientifiquement étayées» (*L'Humanité* du 2/5/77); s'il en parlait, c'était pour s'attaquer à la lutte menée par les écologistes contre les dangers de l'énergie nucléaire. Et Séguy, dans le même numéro de *L'Humanité*, ne manquait pas de rappeler l'un des points essentiels de l'opposition du parti révisionniste aux thèmes écologistes : «Nous sommes des partisans sincères de l'exploitation des ressources nucléaires».

L'autogestion ? Voilà bien une perspective qui ne semblait guère coïncider jusque là avec le projet du PCF, qui n'y voyait que «tradition utopique» et «management technocratique» : «*Le discours autogestionnaire tenu en Europe capitaliste doit être considéré avec un œil critique comme la variante moderniste d'un vieux réformisme droitier*», déclarait-il en mai 1975 (*Économie et Politique*, mai 75).

Tournant semblable sur la question des régions : alors que le PCF parle aujourd'hui du «fait régional», de la «nécessaire régiona-

lisation», et ne tarit plus d'éloges sur la perspective de «régions vivantes dans une France libre», la région était considérée, il y a peu, comme un «terrain neuf pour petites et grandes manœuvres» (*Économie et Politique*, septembre 75); et le PCF critiquait le thème-même de la région en commentant : «*Comme si la région était un domaine à part où le combat politique ne se poserait pas dans les mêmes termes qu'au plan national*». D'ailleurs, le parti révisionniste, qui, depuis, a inscrit à son actif «l'autogestion nationale» (*L'Humanité*, 3/11/77) et «l'autogestion communale» (29/11/77) estimait un an plus tôt que «*le discours sur l'autogestion régionale*» faisait «très bon ménage» avec «*l'intégration dans l'Europe monopoliste par le biais des régions*».

Ces revirements sont parmi les plus significatifs d'une tactique plus large : ainsi, le PCF qui avait longtemps condamné les luttes pour le droit des femmes à l'avortement, traitant celui-ci de «*vice de riche*», qui avait toujours dénoncé comme une «*illusion petite-bourgeoise*» l'existence d'une oppression spécifique pesant sur les femmes dans la société capitaliste, en plus de l'oppression capitaliste, reconnaît maintenant «*l'oppression spécifique que vivent les femmes*» (*L'Humanité*, 8/9/77); et pour ne pas être en reste, il pousse la surenchère dans son projet de loi-cadre déposée en juin jusqu'à proposer que «*le crime de viol soit obligatoirement déferé en assises*».

Offensive également vis-à-vis des mouvements régionalistes jusque là qualifiés de «*diviseurs de l'unité nationale*» ou de «*provocateurs*». Aujourd'hui, le PCF affirme «*la réalité occitane*», parle du «*génocide culturel*» et du «*fait régional corse*». Tournant à 180° en l'espace de quelques mois...

De même, le mouvement des viticulteurs, le syndicat de la Magistrature voient toute une série de leurs thèmes repris par le PCF. Quant à la CFDT, elle voit sa plate-forme «*prendre une dimension particulière et revêtir un intérêt certain*» (*L'Humanité*, 28/9/77). Intéressé que le PCF éclaire au passage d'un aveu bien significatif : pour prouver l'ancienneté des

«L'écologie est révolutionnaire», «l'écologie est positive»; «l'autogestion ? Cent fois d'accord !» «Non à la bureaucratie ! Oui à l'autogestion»; «Nous pouvons dire aujourd'hui très posément et arguments à l'appui : la décentralisation, c'est nous ! La région, c'est nous ! L'autogestion, c'est nous !» «Resserrement de la hiérarchie des salaires aboutissant à un éventail moyen compris entre 1 et 5». Nous avons entendu le PCF faire campagne sur ces thèmes. Ils ne lui ont pas pour autant permis, contrairement à ses espérances, de remporter les élections. Pourquoi ? Quelle réalité recouvrent-ils ? Comment ont-ils été maniés par le PCF ? Avant de voir quel rôle ces thèmes peuvent jouer dans la redéfinition de la tactique révisionniste, il faut aborder ces questions.

«propositions autogestionnaires du PCF», Anicet Le Pors cite, parmi les mesures concrètes que «le PCF a proposées» : «La création de conseils d'ateliers».

Proposition ou récupération ?

LA PERSPECTIVE DES ÉLECTIONS

A quoi correspondent de tels revirements ? Le PCF affirme hautement qu'*«il ne s'agit pas d'un argument électoral»*. Et c'est vrai pour une large part, puisqu'ils demeurent aujourd'hui dans la presse révisionniste. Mais même si le fonds de la question est ailleurs, on ne peut éliminer complètement la manœuvre électoraliste, qu'ont constituée de telles prises de position.

En effet, à qui s'adresse le nouveau visage que le PCF a tenté de se donner ?

Récupérer une dynamique anti-capitaliste et anti-révisionniste

Les thèmes repris récemment par le PCF correspondent à des formes de luttes, à des luttes qui remettent en cause l'exploitation capitaliste. Ces luttes se sont développées ces dernières années, le plus souvent en marge des luttes et des formes de lutte contrôlées par le PCF. D'autre part, aussi bien les mouvements écologistes que le mouvement des femmes se sont développés, ont acquis une certaine audience dans une période qui n'était pas particulièrement marquée par d'importantes luttes ouvrières.

Cette situation a favorisé l'expression plus large des mouvements écologistes, surtout au moment des élections municipales, et permis en particulier à une partie assez importante de la petite bourgeoisie d'être sensible aux thèmes développés par les mouvements écologistes ou par le mouvement des femmes.

● Ce que les mouvements écologistes, par exemple, dénoncent,

c'est la destruction du cadre de vie par la logique du profit, de la course à la rentabilité, du mépris des masses ; ce qu'ils dénoncent, c'est une politique qui, avec le programme électro-nucléaire, sacrifie délibérément la sécurité à la rentabilité ; ce qu'ils dénoncent, c'est l'impossibilité, dans une société comme la nôtre, que les habitants décident et contrôlent effectivement l'organisation de leur vie. Sans attaquer le capitalisme en tant que tel, le plus souvent, ni tous ses aspects, ils en dénoncent certaines conséquences. Ces thèmes rencontrent une aspiration grandissante des masses à remettre en cause de manière plus globale le capitalisme.

Ainsi, ces mouvements, les thèmes qu'ils développent apparaissent-ils, pour une large part, en rupture avec les thèmes développés par le parti révisionniste.

Mais ces mouvements tentent également, le plus souvent, de cerner eux-mêmes les points qui constituent leur spécificité, et pour cela, de se définir par rapport aux partis de droite et de gauche : la volonté de démarcation de ces mouvements avec le révisionnisme se fait en général de deux manières : d'une part, le PCF est critiqué parce qu'il néglige certaines revendications, ou bien s'y oppose ouvertement.

De là, c'est la deuxième tentative de démarcation, l'affirmation assez générale de ces mouvements, concernant leur «autonomie» : «autonomie» des organisations écologistes, qui se définissent comme «mouvements de pression» sur les partis.

En fait, la démarcation de ces mouvements par rapport au révisionnisme tient donc moins à l'appréciation que ceux-ci portent sur le PCF, à l'analyse qu'ils font de ses positions, qu'aux thèmes de lutte qui sont les leurs et aux formes de lutte qu'ils mettent en avant.

La démarcation à partir des formes de lutte est le troisième point caractéristique de la plupart de ces mouvements : le souci qu'ils affirment, de mettre en œuvre une véritable démocratie dans leur fonctionnement et l'élaboration de leurs positions se double de la méfiance envers tout ce qui a l'apparence d'être décidé dans d'autres instances, de venir «d'ailleurs» ou «d'en haut». La

volonté que manifestent les écologistes ou certains autogestionnaires que les décisions soient réellement prises à la base (dans les communes, dans les associations de quartier, dans les conseils d'ateliers, refus du nucléaire parce que son emploi signifierait absence de contrôle par les masses, etc.) est aussi une forme de refus de la façon d'agir du PCF, de sa manipulation de certaines organisations de masse.

Ces mouvements sont nés et se développent donc, pour le moment, pour une part importante, en rupture avec le révisionnisme. Par conséquent, il est d'une parfaite logique électorale de voir le PCF, comme les giscardiens d'ailleurs, ou le PS, faire assaut de verdure, de régionalisme et de décentralisation des décisions.

● Du côté du mouvement des femmes, on remarque de même le reproche adressé au PCF de ne pas se battre contre l'oppression spécifique des femmes, et même de la renforcer. Les difficultés et les heurts avec le service d'ordre de la CGT ou du PCF en apparaissent comme la preuve concrète. Cependant, cette dénonciation de l'attitude du PCF ne porte que sur un point de sa tactique, et la cause tend à en être recherchée non dans la nature révisionniste de ce parti, mais dans les «structures mâles» de celui-ci, ou bien dans sa centralisation, sa bureaucratie, dans la domination des «professionnels de la politique», etc.

Si cette manœuvre électorale a été une préoccupation évidente du PCF, les nouvelles attitudes du PCF ne peuvent pour autant se résumer à de la pure démagogie, comme cela peut être le cas pour d'autres partis bourgeois.

On a vu en effet sur quels points les mouvements dont le PCF récupère les thèmes, sont en rupture avec le PCF : pas simplement sur quelques revendications «insuffisantes» du PCF, mais sur sa démarche, sur la façon dont il prétend attaquer le capitalisme, et sur la société qu'il compte mettre en place.

Il est donc nécessaire de s'interroger sur les liens qui existent entre ces revirements et le projet propre du parti révisionniste.

LE DETOURNEMENT DE LA DÉMOCRATIE

Pour cerner les raisons de ce «gauchissement» du PCF, il faut s'interroger sur la manière dont le PCF reprend à son compte certains thèmes qu'il condamnait jusque là, ne pas en rester à une simple analogie dans les termes. Son attitude est double.

Substitution

D'abord, si le PCF reprend certains thèmes, c'est en les détournant. L'exemple de l'offensive écologique du PCF est assez révélateur. Le PCF part de la constatation que l'écologie «est contre le capitalisme», qu'elle est «contre les conséquences du capitalisme»; comme exemples, il cite «l'injustice», le «gaspillage», «l'anarchie de la production et de la consommation». Premier glissement : aux thèmes de lutte de l'écologie, le PCF substitue les siens propres ; sous ces termes de «gaspillage», ou d'«anarchie», on voit déjà poindre les appels pour le «sauvetage de la machine-outil» qu'il présente comme remède aux restructurations, la «planification démocratique» et la «société plus juste» qu'il déclare vouloir mettre en œuvre. Après cette constatation, deuxième point d'analyse : «L'écologie pose de plus en plus des problèmes de nature politique». Constatation juste. Mais deuxième glissement : «donc concernant toute la population». La conclusion s'articule sur l'idée de «toute la population» : «Être écologiste, c'est vouloir le changement avec le reste de la population». On voit là le détournement habituel à ce parti : tout ce qui lui apparaît comme «volonté de changement», le PCF essaie de l'assimiler purement et simplement à sa propre ligne politique. Il procède ainsi par une série d'assimilations : le «changement», comprenez en fait «les mesures de nationalisation et de gestion démocratique défendues par le PCF», «le reste de la population», «la classe ouvrière», c'est-à-dire le PCF, et son «union du Peuple de France»... Ainsi est amenée la conclusion à laquelle le lecteur est

censé souscrire s'il suit cette logique : «Pour mettre en harmonie l'économie du pays avec l'économie de la nature, il faut en particulier que les groupes Creusot-Loire, PUK qui définissent aujourd'hui les choix énergétiques soient nationalisés». Le procédé est clair : assimilation des thèmes à ceux du PCF, et sur cette base, l'aspiration à la lutte qu'ils contiennent est canalisée vers le projet politique du PCF.

Réduction

L'assimilation tend parfois à n'être qu'une réduction aux thèmes du PCF, avec complète évacuation du contenu réel des termes employés.

Un exemple parmi d'autres : le PCF évoque les «dangers du nucléaire» et pose la question : «L'énergie nucléaire est-elle sûre ?» (*L'Humanité* du 2 novembre 77). A travers cette question, le PCF semble revenir sur sa position antérieure de soutien à l'énergie atomique, «technique de pointe», et à son utilisation immédiate. En réalité, loin de mettre sous ce terme les réels dangers de cette source d'énergie, à l'heure actuelle encore mal maîtrisée dans son fonctionnement et dans l'ensemble de ses conséquences, le PCF réduit le problème de la «sécurité» de l'énergie atomique à la «sécurité des conditions de vie et de travail». Et encore, ne nous trompons pas sur le contenu même de cette expression. Le PCF précise bien : «Or les travailleurs du CEA n'ont ni garantie de statut, ni garantie d'emploi». Voilà les dangers propres du programme électro-nucléaires éludés, évacués et réduits à... «la sécurité de l'emploi».

Même procédé lorsque le PCF indique : «L'écologie est révolutionnaire». On n'en demandait pas tant ! Le contraste paraît fort avec le mépris affiché auparavant. Mais comment le PCF justifie-t-il le terme de «révolutionnaire» ?

Tout d'abord, les recherches écologiques sont «en contradiction avec l'organisation actuelle de la recherche» car «il faut des équipes pluridisciplinaires» (*Humanité* - 16/11/77).

Deuxièmement, les recherches écologiques «demandent des moyens considérables... Ce qui est en contradiction avec la volonté des groupes monopolistes et du gouvernement».

Troisièmement, les recherches écologiques ont des «implications politiques évidentes», «car elles mettent en cause fondamentalement de nombreuses orientations en médecine, agronomie, urbanisme, énergie, transport».

Ces trois points sont, d'après le révisionniste V. Labeyrie, «professeur d'écologie à Tours», la justification du mot «révolutionnaire» appliqué au «discours écologique».

En fait, «révolutionnaire» est réduit ici à des problèmes d'organisation et d'orientation de recherches scientifiques, et à des problèmes de crédits : thèmes qui depuis longtemps permettent au PCF de masquer les véritables problèmes. Et s'il est question du «gouvernement» pour en affirmer au passage la responsabilité, jamais l'écologie n'est jugée «révolutionnaire» parce qu'elle toucherait à l'organisation de la société : le PCF élimine totalement ce qui, chez les écologistes, va dans le sens d'une remise en cause de la société. Sous le terme «révolutionnaire» employé ici par le PCF, on ne trouve donc qu'une double falsification :

1 - «révolutionnaire» signifie ici : «qui a des aspects que le PCF peut assimiler, réduire à sa propre ligne politique».

2 - Et c'est précisément sur cette assimilation doublée d'une apparente reconnaissance des positions de l'autre comme «phénomène positif» et indépendant que le parti révisionniste fonde sa tentative de récupération.

Miner le terrain pour l'occuper

Mais la reprise détournée des thèmes, leur assimilation et leur réduction à la ligne révisionniste n'a pas été, dans cette période d'avant les élections, la seule attitude du PCF. La deuxième attitude, complémentaire de la première, a consisté à attaquer ces mouvements en se servant des limites d'une certaine confusion stratégique de leur part, de leur éloi-

gnement du terrain de classe, pour proposer l'analyse du PCF comme solution à ces illusions, à cette confusion.

Par exemple, si les écologistes s'attaquent aux «nuisances», ils n'en désignent que de manière limitée les responsables : c'est tout à la fois l'automobile, la consommation excessive et grandissante d'énergie, la croissance... Le système capitaliste n'est en général pas directement mis en cause comme la clef de voûte de cette pollution. Il est ainsi aisé au PCF de critiquer le mouvement écologiste qui «*se contente de l'abstraction politique d'une nouvelle société écologique où exploités et exploités retrouveraient leur solidarité innée dans la communion avec la nature.*» Une fois la cible désignée, le capitalisme, le PCF peut alors avancer ses nationalisations comme l'alternative au capitalisme.

De même qu'il s'appuie sur le caractère confus de certaines idées écologistes, le PCF se saisit de leur caractère partiel. Du fait qu'elles ne s'attaquent qu'à un aspect de la réalité, il déduit leur insuffisance, affirme la nécessité d'une analyse d'ensemble. Cette analyse d'ensemble, c'est celle du PCF : «*Puisqu'aux racines du problème du nucléaire, affirme ainsi Labeyrie, se trouvent les grandes questions sociales et politiques c'est avec la globalité de sa politique qu'il (le PCF) peut intervenir.*» La démarche est claire : d'abord réduire l'écologie à quelques thèmes propres au PCF, et déduire de cette assimilation la nécessité de souscrire au projet du PCF ; et d'autre part s'emparer des points faibles de l'analyse et de son caractère partiel pour lui donner une apparence globale et cohérente.

Cette démarche n'est en fait, une fois de plus, qu'un détournement des aspirations révolutionnaires qui se manifestent dans les masses, un détournement des aspirations à une prise en mains par les masses de leurs propres affaires. Quand le PCF proclame que «*La sensibilité écologique est une contribution au débat*», qu'elle «*fait partie du jeu démocratique*», le PCF ne montre-t-il pas le mépris dans lequel il tient cette démocratie qui n'est pour lui qu'un jeu ?

Une tactique générale

L'exemple de l'écologie a permis de dégager comment le PCF a tenté de s'approprier ses thèmes, par quels détournements. Pour les autres mouvements visés par le PCF, les méthodes ne sont pas différentes

Ainsi, lorsque le PCF parle de la «réalité occitane», on retrouve la même réduction de l'aspiration à un véritable développement équilibré des régions, aux thèmes familiers aux révisionnistes : la «réalité occitane» devient ainsi le «*refus de la spoliation d'une partie du patrimoine national*». Pourquoi les révisionnistes «soutiennent»-ils donc, à ce qu'ils affirment, «les luttes régionales» ? Parce qu'une France privée d'une ou plusieurs régions serait moins puissante, et donc le capitalisme dirigé par la nouvelle bourgeoisie du PCF, privé de ressources matérielles et humaines à exploiter.

Il n'y a, dans l'attitude du PCF, nulle interrogation sur les causes profondes qui peuvent amener certaines organisations régionalistes à désigner la centralisation comme l'ennemi, à comparer l'oppression particulière que subissent certaines régions à une «colonisation», à revendiquer, pour certaines d'entre elles, le droit à la séparation. Non, si le PCF reconnaît maintenant la «réalité occitane» et le «fait régional corse», c'est en fait par une totale évacuation de cette réalité et son remplacement par les préoccupations de ce parti ; «réalité occitane» devient «*nécessaire régionalisation*» et «*partie intégrante du combat pour le changement démocratique*» (*Humanité* des 30 août et 10 octobre 1977).

D'ailleurs, le PCF prouve bien que, pour lui, le problème des régions n'existe pas au fond, ne serait qu'une manifestation épidermique de la crise du capitalisme, quand il affirme : «*Rien ne justifie une solution fédéraliste*». Qu'est-ce qui le pousse à une affirmation aussi tranchée, sinon le souci de préserver la domination capitaliste dans toute sa force, et même de la renforcer à l'intérieur de ses frontières, le désir d'utiliser la population, les ressources de toutes les régions pour conserver à la France ses pratiques impérialistes et les développer ?

Le PCF prendrait en compte les problèmes des régions ? Allons donc ! Comment pourrait-il y avoir de véritable régionalisation dans un Etat impérialiste ? Car c'est bien le système capitaliste, la recherche du profit maximum qui aggrave les contradictions entre les régions, provoque leur développement inégal, nie et réprime leurs caractères spécifiques, leur langue, leur culture. Que les régions puissent développer leur économie, leurs aspects culturels propres suppose précisément que ce système capitaliste soit détruit, que le pouvoir d'Etat central soit aux mains du prolétariat. C'est dans le cadre de l'édification du socialisme que les problèmes des régions pourront trouver les conditions nécessaires à leur résolution.

D'autres moyens de récupération

Aux tentatives de récupération des thèmes de ces mouvements, le PCF, ajoute, dans son entreprise, un autre argument : celui du PCF comme «parti qui a le soutien de la classe ouvrière», «parti de la classe ouvrière», argument aujourd'hui au nœud de la crise du PCF. On sait le peu de fondement réel d'un tel argument : même si les ouvriers y sont encore plus nombreux que dans tout autre parti bourgeois, ceux-ci voient leur place nettement diminuer, depuis 20 ans, au profit des cadres, techniciens, ingénieurs, professeurs, fonctionnaires, etc. Chiffre significatif : le PCF a déclaré avec fierté, pour prouver son ouverture qu'«ouvriers et employés» réunis constituaient moins de la moitié de ses candidats. On peut alors se demander : et le reste ? quand on sait le sens très large attribué par le PCF au mot ouvrier ! Et surtout, les buts poursuivis par ce parti ne répondent en rien aux intérêts de la classe ouvrière et des travailleurs. Remanier, en faveur précisément des nouvelles composantes du PCF et de l'aristocratie ouvrière, de la direction de l'Etat et de l'appareil économique, établir une société dont l'URSS de Brejnev est sinon le modèle, du moins la référence, est apparu, d'autant plus clairement avec le résultat des élections comme un projet

étranger aux intérêts de la classe ouvrière et aux aspirations révolutionnaires qui se manifestent dans l'ensemble du peuple.

Bien que fallacieux, l'argument du PCF comme «représentant de la classe ouvrière», a un poids certain vis-à-vis d'organisations qui sont, elles, peu implantées dans la classe ouvrière et ressentent le besoin de l'unité des luttes, de leur convergence pour que leurs revendications puissent vraiment devenir une force. Le Syndicat de la Magistrature, les Comités d'Action Viticoles n'ont pas été insensibles à cet argument : ainsi Maffre-Baugé, l'un des dirigeants des CAV exprimait clairement sa sympathie aux révisionnistes à la dernière fête de l'*Humanité* : «*Les gens ici se sentent libres, sans aucune pression. La fête suscite sans que l'on soit communiste, l'adhésion... Au cours du débat, nous avons pu aborder les problèmes au fond, essentiellement celui de l'unité qui doit exister entre le monde ouvrier, les travailleurs en général et le monde paysan* » (*Humanité* 12.9.77).

Tels sont les principales méthodes et les principaux arguments du PCF dans cette première tentative de récupération. Depuis longtemps employés par le parti révisionniste, ils ont pris une nouvelle ampleur dans l'affrontement avec le PS : pendant plusieurs années, il a aidé le PS à se refaire un visage de gauche et à se recomposer une clientèle électorale ; pour cela, il a tenté de se donner, à lui aussi, l'image d'un «parti de gouvernement», d'un parti jetant aux orties tout ce qui, du marxisme, entravait cette image qu'il voulait ouverte et rassurante, ouverte... même aux gaullistes. Voici que le même parti semblait soudain revêtir une apparence de gauche : parti des «pauvres» et des «humiliés», offensive en direction de la CFDT, etc. Face au poids grandissant du PS, il pouvait ainsi espérer refaire du terrain perdu. Ce fut un échec. Il faut essayer de voir plus profondément pourquoi.

Loin d'être uniquement une manœuvre électorale, comme ce pourrait être le cas d'un parti social-démocrate, le «gauchissement» tactique du PCF a rendu

encore plus explicite le projet politique propre de ce parti, ses visées sur le pouvoir.

UNE PRÉPARATION DU CAPITALISME D'ETAT

Il s'agit maintenant d'examiner non la démarche suivie par le PCF dans ses tentatives de récupération mais le contenu même de ses propositions telles qu'elles ont été formulées dans les mois précédant les élections.

Le PCF par exemple n'a plus tari d'éloges sur l'autogestion. Regardons plus précisément le contenu de cette autogestion, celui que tout ouvrier quelque peu intrigué par les revirements du PCF pouvait découvrir en lisant sa presse.

L'Etat aux mains du parti révisionniste

Le PCF parle d'autogestion nationale, d'«autogestion communale» et d'«autogestion dans les entreprises».

Ses propositions autogestionnaires «nationales», le PC les a résumées ainsi : «*C'est le PC qui a proposé : la suppression du contrôle financier et de la tutelle a priori du ministère des Finances ; sa scission et la création d'un ministère du Plan ; l'élaboration de contrats de programme (pour les entreprises privées)... ou de plan (pour les entreprises publiques)... la présidence des comités d'entreprise assurée par un représentant des travailleurs ; l'attribution d'au moins 1/3 des sièges aux représentants élus des travailleurs dans les conseils d'administration des entreprises publiques ; l'élection libre du président de ces entreprises ; la création de conseils d'ateliers ; la représentation proportionnelle de toutes les assemblées élues*» (*Humanité* 3/11/77). Voilà des «propositions» qui ne vont guère dans le sens de ceux qui mettent sous le terme d'«autogestion» non pas la gestion du capitalisme, mais l'aspiration

au socialisme et à la prise en mains par les travailleurs de leurs propres affaires. Que trouve-t-on dans ces «propositions autogestionnaires», de plus que les propositions antérieures du PCF, à part les conseils d'ateliers dont le PCF s'attribue la paternité ? L'autogestion, pour le PCF, apparaît comme un nouvel enrobage de son projet.

Autogestion = capitalisme d'Etat = exploitation accrue

Quelles conséquences concrètes aurait pour les travailleurs cette autogestion ? C'est ce qu'a montré assez clairement le journal *Action* du PCF destiné aux entreprises. En une double page intitulée, «*Démocratie : imaginons l'autogestion*», le PCF a donné de nombreuses indications très révélatrices sur son projet.

1) Le PDG, élu par les travailleurs, que le PCF présente le plus souvent comme «un travailleur élu par les autres travailleurs», qui est-il ici ? Un «syndicaliste». Mais pas seulement, car, sans dire qu'il est membre du PCF, l'article évoque pourquoi les ouvriers ont voté pour lui : on «s'est souvenu de la lutte qu'avaient dû mener les communistes pour faire accepter par le PS ce premier pas vers l'autogestion» (c'est-à-dire l'élection des patrons).

Autre précision intéressante : au sein du conseil d'administration, il est indiqué que «siègent» plus d'un tiers de travailleurs élus par leurs camarades (sur les listes des candidats présentés par les syndicats). Il est donc clair que toute candidature non ratifiée par les directions syndicales est exclue et que le PCF entend garder la haute main sur le choix des candidats.

2) Les conseils d'atelier : la composition, le rôle n'en est pas donné. Ce flou est voulu : alors que Maire dans *Syndicalisme* prévoyait que «ces conseils... seraient élus par les travailleurs», le PCF s'est contenté le plus souvent de laisser planer l'imprécision, quitte à la justifier par une formule du genre : «*Il n'est pas concevable de le codifier, de l'enfermer dans telle ou telle forme, ce sont les travailleurs qui décide-*

ront.» (*Humanité*, 13/12/77). Bref, le PCF donne l'impression de ne pas vouloir s'encombrer d'une structure qu'il maîtriserait mal, et préfère garder les coudées franches. Notons cependant que, pour faire pièce à la CFDT et par un assaut de surenchère, le conseil d'atelier est défini comme «*tout l'atelier, toutes catégories sociales confondues, c'est-à-dire tous ceux qui contribuent à la production et à son «élaboration»*» (*Humanité*, 13/12/77). En clair, noyer les voix des ouvriers au milieu de celles des contremaîtres, ingénieurs et autres cadres, noyer les voix de ceux qui disent : «*Non aux cadences ! Non aux licenciements !*» au milieu de celles qui tous les jours poussent aux cadences et réprimant. Une seule preuve : quand *Action* parle des conseils d'atelier, la seule précision qu'il donne, concerne... «*la participation*» à ce conseil «*du contremaître, du chef d'atelier, et du chronométrateur.*»

3) Le comité d'entreprise : Parmi ses attributions, «il exerce le contrôle sur l'embauche et les licenciements». Les travailleurs du Livre, branche où le PCF possède déjà le monopole de l'embauche, ont fait l'expérience d'un tel contrôle. Et dans les communes gérées par les révisionnistes, quel travailleur ne sait que «ceux qui ont leur carte» sont pris en priorité pour les emplois municipaux, ont droit en priorité aux logements, aux places dans les crèches ?

4) Diminution des cadences ? Non, augmentation !

En effet, dans l'article d'autogestion-fiction, les cadences étaient augmentées non pas de 10 % comme le proposait le chef d'atelier, mais «en partie» comme le voulait le conseil d'atelier «en compromis». Précisons d'autre part que «le salaire des ouvriers (serait) relevé dans la même proportion». Ce marchandage est bien connu des travailleurs : acceptez un travail plus dur pour une économie plus compétitive, plus rentable, acceptez l'intensification du travail et votre salaire augmentera. C'est ce chantage que les ouvriers ont, en de multiples occasions, dénoncé, refusant de monnayer leur santé, leur sécurité, leur vie contre quelques primes.

Complètement nécessaire de

l'augmentation : des cadences en système capitaliste : les licenciements. Ceux-ci, d'après *Action* seraient négociés. D'emblée, le PCF — et ce n'est pas nouveau — ne s'est pas placé sur le terrain du refus des licenciements, mais de leur négociation.

«Solution» des négociations ? Non, la suppression des licenciements, mais des «reclassements : «mutations dans d'autres ateliers pour les uns», «pour les autres, reclassements dans d'autres entreprises de la région». Mais quelle différence avec ce que les travailleurs refusent tous les jours, ajouter aux heures de travail, plusieurs heures de transport, quitter l'emploi, le quartier, la ville où ils ont leur famille, leur vie !

Autogestion ? Le flou du terme cache mal les véritables préoccupations du PCF, le projet de capitalisme d'Etat qu'il comptait bien commencer à mettre en œuvre s'il gagnait les élections, et qui reste aujourd'hui le sien.

APRES L'ÉCHEC, UN MÊME PROJET

Quel succès a donc eu cette première tentative de récupération ?

Cette manœuvre grossière du PCF tendant à la fois à élargir son influence au sein de certaines couches de la bourgeoisie, et à contrôler les mouvements écologistes ou le mouvement des femmes, quelle réussite a-t-elle rencontrée ?

Il faut d'abord remarquer que dans cette tentative de récupération par le PCF, les trotskystes se sont montrés les agents les plus zélés du révisionnisme : après avoir aidé à fond le PCF dans sa campagne, après avoir tu son projet, ils tentent aujourd'hui d'en tirer les avantages en échange de leur complicité : déjà, le PCF les reconnaît comme porte-parole de l'extrême-gauche, alors qu'il dénonce tous ceux qui ont refusé de soutenir son projet, qui ont propagé le mot d'ordre : «*Ni droite, ni gauche.*»

L'échec de la gauche aux légis-

latives, la baisse en pourcentages du PCF, particulièrement nette dans les banlieues ouvrières où son implantation est ancienne, sont la preuve la plus immédiate de l'échec du PCF. Echec également dans la tentative de récupérer les mouvements écologistes ou le mouvement des femmes : le PCF n'a pas, comme il l'espérait, étendu son influence électorale à la fraction de la petite bourgeoisie, des couches intermédiaires sensibles à ces thèmes.

Il n'est donc pas étonnant de voir les revirements tactiques du PCF et ses échecs soulever à l'intérieur de celui-ci des polémiques, des réflexions sur la tactique employée.

Il est donc intéressant de regarder comment, après les élections, la presse du PCF juge cette tactique et ses résultats, et en particulier la tentative de récupération des thèmes écologistes ou autogestionnaires.

1) Quelques constatations : si la direction du PCF essaie, contre les faits, d'accréditer l'idée que le PC serait en progrès et que le PS seul serait responsable de l'échec de la gauche, certaines analyses des résultats vont dans le sens d'une réflexion plus critique. En particulier, la mention qui est faite des votes d'«extrême-gauche». «L'extrême-gauche» recueille près d'un million de voix, ce qui ne peut laisser les communistes indifférents» déclare *France-Nouvelle* (17/4). Plus encore, l'estimation qui est portée sur cet électorat d'«extrême-gauche» est nuancée : «*Au noyau «traditionnel», à proprement parler «gauchiste», sont venus s'ajouter, semble-t-il, des travailleurs manuels et intellectuels, des jeunes et des femmes qui ne se sont pas reconnus ailleurs*» (*France-Nouvelle*, 10/4). On est loin des invectives habituelles... Les raisons données à ce vote laissent entrevoir pourquoi le PCF se penche avec tant d'intérêt sur cette partie des résultats : «*Soit qu'ils aient été déçus par la division de la gauche et signifié par leur vote d'extrême-gauche, cette déception critique», dit France-Nouvelle qui poursuit : «Soit qu'ils aient été motivés par des revendications, des luttes que les partis de gauche n'avaient pas su — ou trop tard — intégrer.*»

Ces constatations et les explications qui en sont données sont la reconnaissance presque explicite d'une volonté de changement qui existe dans une partie des masses et à côté, en dehors du PCF. Plus précisément, sur quoi porte cette «reconnaissance» ?

Tout d'abord sur l'existence d'«idées nouvelles» dont *France-Nouvelle* (21/3) affirme que le caractère «nouveau» est d'être «de masse». Référence évidente à ses propres affirmations encore pas si lointaines, le PCF critique les formules qui classaient dans les «préoccupations petites bourgeoises», les questions de mentalités, de l'autogestion, de l'écologie, de la discrimination des sexes... Parmi ces idées, ces luttes, une mention spéciale est faite des revendications avancées par les ouvriers de chez Michelin (en particulier le refus des 4x8 qui auraient entraîné une dégradation encore plus grande de leurs conditions de travail et de vie). Le PCF souligne à ce sujet, «le temps d'hésitation marqué par certains communistes pour prendre très rapidement en compte une revendication qui rompait avec les habitudes» (*France-Nouvelle*). A côté du nom de Michelin, le PCF fait d'ailleurs figurer «Lip» et «mai 68». La façon dont à travers plusieurs articles, est évoqué mai 68 relève de la même position de départ : sembler reconnaître l'existence d'«idées révolutionnaires» qui se sont exprimées en dehors du PCF et même contre lui : témoin cet «ouvrier de Renault-Sandouville», ancien «mao» jusqu'en 1973 où il entre au PCF «pour le transformer» et qui se proclame à fond pour le 22^e congrès : «L'autogestion, cela signifie, pour lui, avant tout le fait que «les travailleurs sont capables de prendre leur vie en main, qu'ils ont des idées sur tout» (*France-Nouvelle*. 21/3).

Voilà qui est clair : on évoque d'un côté des erreurs tactiques du PCF mais sans remettre en quoi que ce soit en cause le projet de capitalisme d'Etat, la ligne révisionniste de ce parti ; d'autre part, on tente d'accréditer l'idée que le PCF pourrait être «transformé» par ses membres, qu'il existerait un «courant révolutionnaire» à l'intérieur, alors

que la transformation de ce parti en parti révisionniste annihile toute possibilité de fonctionnement centraliste démocratique et donc toute possibilité de redressement de ce parti.

2) Une récupération trop grossière

De toutes ces idées, le PCF semble dégager plusieurs réflexions :

1 - Les «idées nouvelles» ont un point commun sous-jacent : la question de la «qualité» des «changements qualitatifs», dont le PCF affirme qu'il devra tenir pleinement compte. «*Condamné à la qualité*», c'est le titre de l'un de ces articles (*France-Nouvelle*, 17/4).

2 - Il semble également se dégager de ces réflexions, l'idée que si cette récupération de thèmes écologistes ou autogestionnaires a si mal réussi, c'est que la récupération était trop grossière. On peut lire ainsi dans *France-Nouvelle* (21/3) ce propos rapporté dans un article comme «une phrase qui fait tilt» : «Dans cette histoire d'écologie, les cocos ont loupé le coche». Aussi plusieurs articles tendent-ils, suite à l'échec, à esquisser une nouvelle approche de ces thèmes pour «rattraper le coche». D'abord affirmation que le PCF a commis des erreurs : en caractérisant les questions écologistes comme «préoccupations petites bourgeoises», en essayant de rattraper son retard par des affirmations du genre : «*Les vrais écologistes, c'est nous*». Erreur que les rédacteurs de *France-Nouvelle* cherchent plus largement dans le comportement du PCF : «*Longtemps nous avons cru (mais est-ce fini ?) posséder la réponse à tout, partout et toujours*», dans «*l'influence d'un mode de pensée stalinien*», d'«*un langage réducteur, abstrait*» ; enfin, dans le fait que «*l'influence dirigeante que le PC souhaite mériter*» a été ressentie comme «*une influence dominante ou une monopolisation*».

Outre l'éclairage que ces réflexions apportent sur les divergences qui traversent le PCF sur l'appréciation des responsabilités dans l'échec, de ces réflexions émane également une idée non formulée mais très pré-

sente : le PCF a échoué parce que cette récupération était trop visible, parce qu'on voyait trop aisément en dessous le projet propre du PCF, que le capitalisme d'Etat et sa société dominée par le PCF étaient trop clairs.

Donc, si le PCF estime dans une étroite mesure, avoir commis des erreurs tactiques et en particulier avoir été trop clair dans sa tentative de récupération des «idées nouvelles» et des mouvements qui les portent, il est bien net qu'il ne s'agit à aucun moment de la remise en cause de son projet politique lui-même. Les revirements du PCF ne sont qu'une suite d'évolutions tactiques, tendant à lui donner tout à la fois un visage de «gauche» et un visage de «droite», à dissimuler des apparences changeantes, sa réalité contre-révolutionnaire.

Et aujourd'hui, la nouvelle approche des thèmes écologistes ou autogestionnaires est révélatrice de cette appréciation portée par le PCF sur sa tactique et en tient compte : plus rien qui évoque de près le capitalisme d'Etat, et à fond dans l'«ouverture aux questions nouvelles». Qu'elle s'oriente vers une dissimulation plus grande du projet politique du parti révisionniste, la récupération des idées nouvelles n'en est pas moins visible. Quand *France-Nouvelle* (17/4) évoque les «centaines de milliers de révolutionnaires sans carte», il est clair que, quelle que soit la tactique précise adoptée, l'offensive lancée par les révisionnistes en direction des travailleurs et des mouvements qui ont commencé à se démarquer de son projet, qui aspirent à une société réellement socialiste, va se poursuivre. Le PCF ne dit-il pas que «ces centaines de milliers de révolutionnaires sans carte», il faut «les prendre comme ils sont, tels qu'ils sont», les associer sans hésitation à l'activité pour «enrichir la capacité quantitative et qualitative d'intervention» du parti révisionniste ?

Certes, la complicité active des trotskystes de Krivine dont le PCF fait le plus grand cas est un atout précieux aux mains des révisionnistes. Mais même cette aide est insuffisante : entre son projet de

capitalisme d'Etat et les aspirations révolutionnaires des masses, il n'y a nulle compatibilité, nul intérêt commun. Il peut y avoir des détournements, des manipulations possibles par le parti révisionniste, de ces aspirations révolutionnaires, mais manipulations que la nature et le projet de ce parti ne pourraient rendre que précaires.

Ainsi, il revient aux révolutionnaires authentiques, aux marxistes-léninistes d'aider ces aspirations révolutionnaires à se développer, à se préciser. C'est par une pratique d'unité, de confrontations fraternelles, de débats, de discussions soutenues, que les marxistes-léninistes pourront à la fois aider à rejeter de ces aspirations, la gangue ré-

formiste et enrichir leurs propres positions, permettre que le projet stratégique du socialisme soit l'expression des aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière et du peuple. ■



L'écologie est dans nos murs

Yvonne Quilès



« Voyage et aventure en écologie »
de Catherine Claude, paru aux Éditions sociales,
n'est pas recommandé aux « âmes insensibles » et aux « moi-je-sais-tout ».
Mais si vous ne craignez pas de plonger dans votre temps et dans l'inconfort
des idées non arrêtées, embarquez !

Quelques titres récents de France Nouvelle : des tentatives vouées à l'échec

Une approche théorique de l'autogestion

Michel Jouet

Dans le cadre de l'analyse des raj de l'indispensable réflexion sur les problèmes th

P.c.f.

Condamné à la qualité

Yvonne Quilès

Et l'extrême gauche ?

David Séphiha

France nouvelle a consacré plusieurs articles des élections, s'attachant à en dégager les enseignements. Les principales forces de la vie politique française. Les courants s'y sont manifestés qui, pour marginaux

Les communistes ne sont-ils pas confrontés à une singulière